

France-Kourou: Refuse and waste related services

OJ S 194/2023 09/10/2023

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: CNES

Postal address: BP726

Town: KOUROU

NUTS code: FRY30 Guyane

Postal code: 97387

Country: France

E-mail: patrice.maurette@cnes.fr

Telephone: +33 594334539

Internet address(es):

Main address: <http://www.cnes.fr>

Address of the buyer profile: <https://marches.cnes.fr>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.cnes.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://marches.cnes.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Other activity: Recherche-Développement Scientifique dans le domaine spatial

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Gestion des déchets industriels au Centre Spatia Guyanais

II.1.2. Main CPV code

90500000 Refuse and waste related services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

La présente consultation a pour objet la gestion des déchets industriels (dangereux et non dangereux) générés par les activités du CNES/CSG.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRY3 Guyane

II.2.4. Description of the procurement

Le CNES génère chaque année plusieurs centaines de tonnes de déchets dangereux et non dangereux provenant de ses activités administratives et opérationnelles menés sur ses sites au CSG.

Au regard de ses obligations et de ses procédures, le CNES souhaite confier la gestion et le traitement des déchets qu'il produit à un prestataire.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Consultation européenne avec publication conformément aux articles L2500 et suivants du Code de la Commande Publique.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

En application des articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du CCP, le candidat doit à l'appui de sa candidature et, conformément à l'article R.2143-3 du CCP, produire les justificatifs suivants :

a) un document relatif au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat,

b) une déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Cette déclaration est à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Conformément aux articles R.2143-6 à 10 du CCP, le CNES accepte comme preuve suffisante :

1. Afin d'attester que le candidat n'est pas dans le cas prévu à l'article L.2341-1 du CCP : une simple déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

Ou, s'il est étranger

un extrait d'un registre pertinent ou, à défaut un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement ;

2. Afin d'attester que le candidat n'est pas dans le cas prévu à l'article L.2141-2 du CCP : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que les déclarations leur incombant en matière fiscale et sociale ont été effectuées et du paiement des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles.

Ou, s'il est étranger

un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;

3. Afin d'attester que le candidat n'est pas dans le cas prévu par l'article L.2141-3 du CCP : un extrait K, ou un extrait K bis, ou un extrait D1

Ou, s'il est étranger

un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement ;

Le cas échéant le candidat produit les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail ;

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le CNES peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès en soit gratuit.

Le CNES vérifie les conditions de participation des candidats conformément aux modalités prévues à l'article R.2144-1 à 7 du CCP.

NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

1° — Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;

2° — Bilan ou extraits des bilans concernant les trois dernières années ;

3° — Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au total, et les effectifs moyens annuels du candidat dans le domaine de la prestation. La déclaration doit aussi indiquer l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

4° — Déclaration appropriée de banque ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s):

Partie 1 :

Elle regroupera les éléments d'ordre administratif, économiques et financiers ainsi que les renseignements concernant la situation propre du Candidat demandés ci avant.

Les pièces fournies (justificatifs, certificats, ...) doivent être numérotées dans l'ordre et rassemblées sous forme d'un fascicule ne comprenant ni publicité, ni document ancien ou périmé.

Le candidat peut utiliser en les complétant les documents DC1 et DC2 disponibles sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances.

Partie 2 :

Elle présentera les capacités techniques du Candidat, justifiées par ses références professionnelles des 3 dernières années.

S'il le souhaite, le candidat liste les documents remis à l'appui de sa candidature.

Le dossier de réponse à l'appel à candidature sera rédigé en français ou en anglais accompagné de sa traduction française.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

- Certificats de qualifications professionnelles. Le pouvoir adjudicateur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

- Présentation de la maîtrise et du savoir-faire dans le domaine du marché ainsi que d'une liste des travaux/services exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Capacité de management, de mener des études d'ingénierie, de gestion technique et financière de projet, de conseils selon les situations rencontrées et retour d'expérience, d'assurance qualité et de contrôle qualité ;

- Expérience dans un environnement type SEVESO II seuil haut avec une forte contrainte opérationnelle (planification fine des opérations et des activités industrielles type productions, opérations dangereuses, lancement de fusées...) et des créneaux d'intervention courts serait un plus ;

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s):

1) Les compétences techniques du candidat (métiers, savoir-faire et positionnement en termes de technologie) :

Le candidat doit démontrer son expérience dans la réalisation des prestations attendues.

2) Les méthodes de travail du candidat (organisation et gestion) :

Le candidat doit démontrer ses capacités à :

- Mettre en place, organiser et gérer efficacement une équipe (voire un montage industriel) dotée de l'ensemble des compétences techniques couvrant les domaines fondamentaux de l'activité ;

— Capacité à identifier les risques et à mettre en oeuvre des solutions permettant de les maîtriser.

3) Les moyens et la logistique du candidat :

Le candidat doit démontrer :

— Sa capacité à mobiliser les moyens techniques et humains nécessaires à la réalisation de la prestation.

— Sa maîtrise de moyens d'estimation et de contrôle des coûts de développement.

4) Certifications du candidat :

Le candidat doit préciser :

- le niveau et le détail des certifications (ISO, ECSS, NF, constructeurs...) obtenues,

- s'il est certifié ISO 9001 et ISO 14001 et si dans la négative il se prépare pour obtenir ces certifications. Si tel est le cas, il fournira le descriptif du processus qualité appliqué et décliné chez ses Clients,

- ses principales qualifications techniques et professionnelles et certifications ayant trait aux activités déclarées.

5) Montage industriel (si groupement) :

Dans le cas d'un groupement, le candidat doit démontrer la pertinence et solidité du montage éventuel : complémentarité des savoir-faire, répartition claire des responsabilités de chaque membre du groupement (tableau de répartition des tâches), modalités de fonctionnement...

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 13/11/2023 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 2 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 13/11/2023 Local time: 12:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif

Postal address: 7 rue Schoelcher BP 5030

Town: CAYENNE

Postal code: 97305

Country: France

E-mail: greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Telephone: +33 594254970

Internet address: <http://cayenne.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: Greffe du Tribunal administratif

Postal address: 7 rue Schoelcher BP 5030

Town: CAYENNE

Postal code: 97305

Country: France

E-mail: greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Telephone: +33 594254970

Internet address: <http://cayenne.tribunal-administratif.fr>

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif

Postal address: 7 rue Schoelcher BP 5030

Town: CAYENNE

Postal code: 97305

Country: France

E-mail: greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Telephone: +33 594254970

Internet address: <http://cayenne.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

04/10/2023